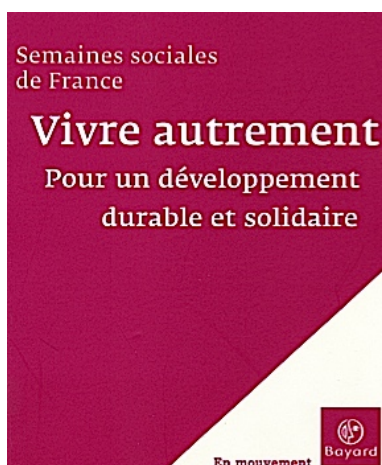


<http://lipietz.net/Developpement-soutenable-le-point-de-vue-des-elus>

Développement soutenable : le point de vue des élus

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: lundi 21 avril 2008

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le débat Juppé-Lipietz

Alain Juppé

Le constat et l'urgence d'agir ont été posés au cours des interventions précédentes par des orateurs plus experts que moi sur ce sujet ; je n'y reviendrai pas. Je voudrais m'exprimer ici en temps qu'élu local pour essayer de décrire la contribution qu'un maire et une ville peuvent apporter à l'action collective et partager avec vous quelques convictions.

Dans le combat pour le développement durable, les villes sont en première ligne. Elles le sont d'abord à cause de leur poids démographique. Dans un article sur les perspectives démographiques de la planète à l'horizon 2050, le secrétaire général de l'UNESCO notait que les trois milliards d'êtres humains supplémentaires qui vont nous rejoindre le feront dans des villes. Il parlait de « révolution urbaine titanesque ». La majeure partie des hommes et des femmes de la planète vit aujourd'hui dans un espace urbain. C'est dans les villes que l'on rencontre au jour le jour des personnes confrontées aux difficultés de la vie quotidienne. C'est là que l'on nous parle du logement, du transport, de l'emploi, de l'éducation, de la sécurité, etc. Les villes sont aussi un des lieux privilégiés du débat et de l'expression démocratique. Mais elles sont en première ligne également parce qu'elles sont à la source de bien des maux évoqués lorsqu'on parle de développement durable. On sait que le principal émetteur de gaz à effet de serre est le secteur résidentiel : le bâti existant et celui qui se construit. Le secteur des transports est le second. L'étalement de nos agglomérations est lourd de conséquences en termes de déplacement mais aussi pour l'environnement et la biodiversité.

Deuxième conviction : il ne faut pas tant « penser globalement et agir localement », comme dit l'expression consacrée, avec condescendance à l'égard du local, mais plutôt « penser et agir du global au local ». Le niveau planétaire, avec les grands accords internationaux, a un rôle à jouer. Je me suis engagé à la suite d'une initiative de l'ancien président de la République Jacques Chirac dans le combat pour une Organisation Mondiale pour l'Environnement (OME), loin d'être couronné de succès pour le moment... Le niveau européen - Alain Lipietz nous en parlera certainement - est mobilisé entre autres pour la politique énergétique ou la production de normes. Le niveau national s'est manifesté avec le Grenelle de l'environnement. Enfin, il y a le niveau local avec les villes et l'espace rural.

L'exemple de la Ville de Bordeaux

Je voudrais entrer dans le concret en vous parlant de ce que j'essaie de faire à Bordeaux. Non pas que notre action soit forcément un modèle, mais elle est bien l'expression d'une volonté collective. Après plusieurs mois de travail, nous avons en effet adopté en janvier 2007 une « Charte municipale d'écologie urbaine et de développement durable ». L'idée de départ était très simple : que la mairie commence par balayer devant sa porte et tente de se montrer exemplaire dans la gestion de ses propres services. Dans cet esprit, nous avons approuvé une soixantaine d'engagements concrets pour le fonctionnement de nos services municipaux ou nos politiques municipales. Quelques exemples : diminuer la consommation d'électricité dans les bâtiments municipaux (- 20% d'ici 2010) ; diminuer la consommation d'eau dans les parcs et jardins (création de sites à zéro arrosage grâce aux compétences de nos jardiniers) ; éliminer l'utilisation de produits phytosanitaires dans l'entretien des parcs, jardins et bâtiments publics ; recycler le papier (révision de tout le parc des photocopieuses pour des utilisation recto-verso) ; mieux utiliser l'arme de la commande publique, par exemple pour la flotte de véhicules (objectif de 40% de véhicules

propres d'ici 2010) ou pour les constructions neuves. Dans tous ces domaines, beaucoup peut-être fait et nous sommes souvent extrêmement en retard. Le maire de New York vient de décréter que la totalité des taxis de la ville seraient hybrides d'ici 2012. Autres exemples d'engagements de cette charte : conditionner l'aide de la Ville au logement social au respect de certain nombre de normes environnementales ; oeuvrer à la biodiversité en recensant toutes les espèces d'intérêt patrimonial sur le territoire de la ville. Toutes ces orientations ont été assorties d'indicateurs de résultats pour nous permettre dans les mois qui viennent de vérifier que nous avançons sur la voie tracée.

La deuxième étape de notre projet a été d'entraîner l'ensemble de la population dans ce combat. « La Ville agit. Et vous Bordelaises, Bordelais, que pouvez-vous faire au quotidien ? » Nous avons lancé une grande campagne de sensibilisation et de mobilisation. Elle a commencé par une réunion de douze conseils de quartier de la ville de Bordeaux pour leur soumettre notre programme d'action. Nous avons ponctué ce programme de conférences éco-citoyennes avec Martin Hirsch, Anne Lauvergeon, Jean-Marie Pelt, Jean-Marc Jancovici, Hubert Reeves. Nous organisons également semaine après semaine dans chacun des quartiers de la ville des ateliers du développement durable. Il n'y a pas foule certes, mais des personnes que l'on ne voyait jamais auparavant viennent participer et apportent beaucoup d'idées et d'imagination. Tout ceci est accompagné de forums internet du développement durable sur le site de la Ville, et devrait déboucher sur l'adoption d'un Agenda 21 [\[1\]](#) à l'occasion d'un grand congrès éco-citoyen.

Se déplacer autrement

Sur le fond, nous avons regroupé les thématiques de ces rencontres autour de quatre thèmes principaux. Le premier : « *Comment se déplacer autrement ?* », avec l'objectif précis de réduire l'utilisation des voitures dans la ville. Dans ce domaine Bordeaux bénéficie d'un acquis avec le tramway. 44 km de voies sur trois lignes ont été construites en dix ans. Rappelons que Paris compte 9 km seulement de tram. Le succès est d'ores et déjà considérable ; il a permis de réduire la circulation automobile de 20 à 25 % dans le coeur de la ville. Le vélo est aussi bien développé. Dans un classement des villes qui mettent le plus de vélos municipaux à la disposition de leurs citoyens, *Lyon Mag* a classé Bordeaux en première place. L'acquis, c'est aussi la marche à pied grâce à la reconquête, du fait de la construction des lignes de tram, de vastes espaces publics jusque là sacrifiés à l'automobile. Comment aller plus loin ? C'est l'objet de cette consultation dans la ville. Faut-il créer un système de type Vélib' ? Comment développer le covoiturage, l'autopartage, le ramassage scolaire à pied (pédibus), etc ? Comment favoriser les véhicules propres, hybrides ou électriques ? Faut-il imaginer un jour l'instauration d'un péage pour les voitures sales autour du centre ville ?

Habiter autrement

Deuxième grande thématique : « *Comment habiter autrement ?* » L'objectif est de réduire l'impact de l'habitat sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la consommation d'énergie. Autant dans les transports, nous sommes relativement avancés, autant sur le logement, nous n'avons pas fait grand chose, que ce soit dans les constructions publiques, les constructions privées ou les réhabilitations de logements anciens. Je ne pense pas d'ailleurs qu'il s'agit là d'une spécificité bordelaise. Lorsque j'inaugure aujourd'hui une école dont la commande a été passée il y a cinq ans - délai moyen de réalisation de tout projet public - je constate à quel point les exigences du développement durable et les normes environnementales n'ont pas été prises en compte. Il s'agit donc d'aller plus loin, d'abord dans les constructions neuves. Nous essayons d'être beaucoup plus exigeants. Mais nous nous heurtons à toute une série de problèmes. Par exemple le problème des normes : les normes Haute Qualité Environnementale (HQE) sont en débat. Faut-il les suivre ? Sont-elles suffisantes ? Nous sommes confrontés aussi au problème des compétences : comment trouver des entrepreneurs et des artisans compétents dans ces domaines ? Nous ne trouvons pas

toujours des personnes en mesure de répondre aux commandes publiques que nous passons. Enfin, il y a le problème des coûts. Chaque fois que nous voulons commander un bâtiment aussi exemplaire que possible, on nous annonce un surcoût par rapport aux constructions traditionnelles. Tous les chiffres circulent : certains parlent de 40 % de coûts supplémentaires ; on tourne généralement autour de 20% à 25 %. Pourquoi dans le Nord de l'Europe ou aux Etats-Unis le surcoût ne s'élève-t-il qu'à 5% ? Nous ne nous cantonnons pas au domaine municipal mais nous essayons de faire pression aussi sur les bailleurs sociaux afin qu'ils intègrent eux aussi ces nouvelles exigences dans leurs constructions. Il importe qu'ils raisonnent dans ce domaine en coût global : coût d'investissement et coût d'exploitation, avec les effets positifs sur l'évolution des charges.

Au-delà de la commande de tel ou tel bâtiment, nous cherchons à lancer des « écoquartiers ». J'ai ainsi pu visiter le quartier pilote Vauban à Fribourg en Allemagne. Plusieurs projets sont en cours à Bordeaux, notamment sur la Rive droite. L'autre sujet de préoccupation, source de débats plus vifs encore, dans nos ateliers du développement durable, est l'adaptation de l'ancien. Chacun est concerné. Cela commence par les petits gestes du quotidien comme les ampoules électriques, la consommation d'eau, jusqu'aux réhabilitations : problèmes d'isolation, panneaux solaires, etc. Là, nous nous heurtons à toute une série de contraintes. A Bordeaux par exemple, le plan du secteur sauvegardé couvre plusieurs dizaines d'hectares de la ville et on constate une incompatibilité entre les architectes des *Bâtiments de France* et les panneaux solaires ! Pour sensibiliser les uns et les autres, nous avons entrepris de réaliser un bilan thermique de la ville, de façon à mettre à la disposition de chacun l'information nécessaire.

Consommer autrement ; s'informer et se former

Troisième grande thématique : « *Comment consommer autrement ?* ». Je suis très frappé de constater les attentes et les changements de mentalité chez les participants aux rencontres. Mille questions nous sont posées et nous n'avons pas toujours les éléments de réponse : la consommation des produits du commerce équitable, des produits bio, des produits de proximité ; la lutte contre le sur-emballage ; le recyclage...

Quatrième thématique : « *Comment s'informer et se former ?* ». Il y a aujourd'hui un formidable besoin de comprendre et de savoir. Souvent, je comprends la perplexité de mes concitoyens. Quand je parle de véhicules propres ou hybrides, se pose aussitôt la question du débat sur les agro-carburants : progrès ou calamité ? Nous essayons de répondre à cette faim d'information dans les écoles en premier lieu. Nous y développons des « Agenda 21 ». Les enfants ont chacun une fiche d'engagements : « Je m'engage à éteindre la lumière lorsque je quitte ma chambre » ; « Je m'engage à ne plus jeter de papiers dans la rue ». Toutes choses qui peuvent paraître triviales, mais la vie d'un maire, c'est un peu ça, et c'est le commencement de tout. Cette action d'information et de sensibilisation passe aussi par le travail avec les associations, nombreuses et très actives. Nous projetons également d'installer une maison éco-citoyenne sur les quais de Bordeaux, centre de ressources pour répondre aux interrogations.

Que restera-t-il de cette mobilisation ? Est-ce un simple effet de mode, comme on l'entend dire parfois ? Cela va-t-il durer ? Ces questions seront-elles en tête d'affiche lors des prochaines consultations électorales ou seront-elles reléguées au second rang par la préoccupation du pouvoir d'achat ? Je suis pour ma part tout à fait sûr du contraire. Je pense qu'elles vont rester en haut de l'affiche. Cela pour deux raisons essentielles. D'abord parce que la pression des événements va s'accroître. Tout s'accélère. Nous le voyons avec le dernier rapport du GIEC publié en Espagne. Ensuite, parce que les esprits ont changé. Je crois que les gens sont prêts à changer aussi dans leurs comportements. Nous l'avons vu avec l'utilisation de la voiture en ville, avec le tri des déchets, avec l'engouement pour la consommation durable.

Des interrogations au défi d'une révolution joyeuse

Au-delà de ces considérations, deux types d'interrogations sont présentes chez les personnes que je rencontre : d'abord sur la dimension économique de ce mouvement, avec le débat croissance /décroissance. Il suscite chez moi beaucoup de perplexité. Je vous avoue que je ne suis pas un zélé de la décroissance. J'ai du mal à imaginer que nous puissions l'envisager alors que des centaines de millions de personnes ne mangent pas à leur faim, n'ont pas de toit ou ont du mal à se vêtir. Il nous faut continuer à produire : des logements, de la nourriture, des vêtements, etc. Pourtant, quand on lit dans le dernier livre de Lester Brown [2] que si la Chine et ses 1,4 milliards d'habitants adoptent les normes de consommation et de production de l'Amérique d'aujourd'hui, la consommation de papier chinoise par exemple sera en 2030 le double de la production mondiale actuelle et sa consommation de pétrole supérieure à la production mondiale actuelle, on voit bien que cela ne peut pas continuer ainsi. D'où la réflexion à mener sur une nouvelle forme de croissance. Nous sommes devant une révolution dans nos modes de consommation et de production. Je fais confiance dans ce domaine à la science, aux innovations, aux nouvelles opportunités de production pour l'inventer.

La deuxième grande interrogation que je perçois est sociale et morale. Comment faire en sorte que le développement durable ne soit pas un luxe de pays riche par rapport aux pays en développement ni un privilège de nanti à l'intérieur de nos sociétés développées ? Je rencontre souvent cette réaction dans les quartiers populaires de Bordeaux de la part des locataires du parc HLM, qui n'ont pas les moyens d'isoler leur logement ou d'envisager l'achat d'un véhicule hybride. Comment également donner du sens à un mouvement que tout le monde sait bien inéluctable, mais qui est aussi perçu comme un peu punitif ? Comment transformer cette révolution pour qu'elle ne soit ni subie ni punitive, mais joyeuse et source de progrès ? Car elle peut être source de progrès : d'abord dans notre relation avec la nature, en trouvant la voie d'une réconciliation, avec un peu plus d'humilité peut-être. Jean-Marie Pelt nous disait à Bordeaux récemment : « l'homme ne sait pas inventer la nature ». Ses essais de reconstitution d'un éco-système aboutissent à des échecs. Il nous faut aller vers un nouveau rapport entre l'homme et la nature ; un nouveau rapport entre les hommes, plus juste ; enfin un changement de comportement, moins fabriqué, plus authentique. Je conclurai ici par un souvenir d'une visite faite d'un établissement scolaire du Québec, lors d'une semaine étudiante. Sur un tract distribué par un stand qui traitait du « magasinage » - expression québécoise pour désigner le shopping ! - on lisait : « quand tu fais du magasinage, avant d'acheter quelque chose, pose-toi cette question : est-ce que j'en ai vraiment besoin ? »

Alain Lipietz

Alain Juppé nous l'a montré : c'est d'abord sur le terrain que les choses se passent. Quand les écologistes disent « agir localement », cela n'a aucun caractère dépréciatif ; au contraire, c'est là le lieu de l'action. En tant qu'élus européen, je suis pour ma part engagé à la périphérie de ce lieu premier de l'action, mais dans le plus fort lieu d'édications de normes "globales" - normes dont j'essaierai de vous démontrer l'intérêt, en particulier pour éviter que les localités soient en concurrence les unes avec les autres. Rappelons ici que 80% de la législation française en matière d'environnement est une transposition de la législation européenne. Au-delà, il y a certes les grands accords environnementaux internationaux, mais qui ne sont pas associés à ce que le sociologue Max Weber appelait un « monopole de la violence légitime » pour les rendre contraignants. L'espace européen est donc actuellement le plus haut espace politique existant.

Restent bien des questions que chacun se pose. Puisque l'on dispose au moins de cet outil européen, pourquoi cela ne va-t-il pas plus vite ? Pourquoi, 33 ans après que René Dumont à la télévision a salué les spectateurs avec un verre d'eau en annonçant qu'il n'y en aurait bientôt plus, la moitié des municipalités de Bretagne n'ont effectivement plus d'eau potable au robinet ? Pourquoi, quinze ans après la Conférence de Rio où l'Humanité s'était donné pour objectif de revenir en 2000 au même niveau d'émission de gaz à effet de serre qu'en 1990, on envisage peut-être d'y parvenir en 2012, et encore, pour l'Europe seulement ? Le GIEC nous explique pourtant que si nous n'y parvenons pas pour l'ensemble de la planète en 2015, nous sommes certains de dépasser une augmentation de + 3 degrés et

de sortir ainsi des limites de l'envisageable. Pourquoi enfin, vingt ans après sa formation, le parti vert, censé prendre en charge et exprimer la prise de conscience de la population de l'urgence absolue de la crise environnementale, plafonne à 10% depuis 1988-1989, et encore, à la proportionnelle ?

Il y a une difficulté fondamentale dans le passage d'un message à l'action politique. Je voudrais vous proposer ici une analogie avec un moment de l'histoire bien connue des participants des Semaines Sociales : la diffusion du christianisme dans l'Empire romain durant les trois premiers siècles de notre ère. Celle-ci ne s'est pas faite rapidement non plus. Pourtant, quel message ! Mais l'Evangile, c'était une bonne nouvelle et une plus sévère. La première - « Le Christ est ressuscité ; la mort est vaincue ; vous êtes tous appelés à la résurrection » - aurait dû emporter l'adhésion en deux générations tout au plus. Le problème, c'était la seconde partie du message - « pour cela, il faut changer de vie et aimer son prochain comme soi-même ». Pas facile ! Au XVIIème siècle encore, Pascal développait le calcul des probabilités pour savoir si un tel pari valait le coup ! Les Chrétiens des premiers siècles se sont heurtés d'une part aux habitudes culturelles - les gens n'avaient pas l'habitude d'aimer leur prochain comme eux-mêmes ! - d'autre part aux puissants lobbies de l'époque, dont le principal était l'Empire romain. Pour ce dernier, il y avait déjà un dieu, l'Empereur, et la concurrence devait être implacablement éliminée.

La difficulté est encore plus grande pour nous, écologistes. Nous n'avons pas deux mais trois messages à faire passer : une mauvaise nouvelle - nous allons droit vers l'iceberg - ; une bonne - nous pouvons encore l'éviter - ; puis une plus sévère - pour l'éviter, il va falloir prendre des mesures ardues. Il s'agit encore une fois d'aimer son prochain, mais cette fois un prochain immense ! Selon la définition onusienne, un modèle de développement soutenable est un modèle « qui permet à chaque génération, en commençant par les plus démunis, de satisfaire ses besoins, sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs ». Comparé à la parabole du bon samaritain, le prochain est, dans cette définition, n'importe qui, de cette génération et de toutes les générations futures. Cela fait beaucoup et cela peut poser problème !

De l'annonce des périls à la bonne nouvelle de l'action possible

Chacun des trois messages portés par l'écologie présente des difficultés pour l'élu politique. C'est la cas tout d'abord de l'appel à la prise de conscience des périls tous proches. Le président des Semaines Sociales, Jérôme Vignon, m'avait dit en préparant cette session : « maintenant, tout le monde est convaincu. Il s'agit de passer à l'étape de la décision politique ». Je ne suis pas aussi sûr que lui que tout le monde soit convaincu. Alain Juppé a évoqué le Grenelle de l'environnement dans son intervention. Mais excusez-moi de rappeler qu'en 1992 déjà, lorsque nous préparions la Conférence de Rio au Commissariat du Plan - Michel Albert peut en témoigner - le Grenelle était permanent. Plusieurs commissions ont travaillé pendant plus d'un an avec le patronat, les syndicats, les associations de consommateurs, les ONG environnementales. Nous avons organisé d'importants colloques pour définir ensemble la position de la France. Après Rio, le Commissariat du plan a poursuivi le travail et continué à produire des rapports. Il a été supprimé depuis, je le regrette, mais l'Europe a pris le relais de ce type de travail.

Le problème principal, selon moi, ce sont les zigzags que nous faisons sur ces questions. Prenons l'exemple de l'énergie. Dès 1992, après le rapport Brundtland, nous avons défini le « triangle des risques énergétiques ». Premier sommet du triangle : le risque nucléaire - avec le risque d'accident type Tchernobyl, la question de la gestion des déchets, celle de la maîtrise de la prolifération du nucléaire militaire. Deuxième sommet : le changement climatique dû aux hydrocarbures fossiles. Troisième sommet : la compétition pour l'usage du sol. A cette époque, 80 % des énergies humaines étaient produites par la biomasse, et on relevait une compétition entre le défrichage des forêts, la conservation de la biodiversité, la production de nourriture pour les humains et la production de nourriture pour les animaux. Lorsqu'on suit aujourd'hui les débats au Parlement européen, ou lorsqu'on parcourt la presse, on a le sentiment de passer en permanence d'un sommet à l'autre du triangle, comme un hamster dans une cage. Tantôt le

risque nucléaire est au sommet, tantôt c'est le changement climatique, tantôt la faim dans le monde. Une illustration de cette inconstance des positions et des débats : à l'automne 2006, le Parlement européen a voté un important plan d'accélération de la production d'agro-carburants. En septembre 2007, il n'y avait plus que la moitié du Parlement pour voter favorablement. On commence à comprendre maintenant qu'il faut absolument ralentir le mouvement : la terre doit d'abord être consacrée aux plus démunis, c'est-à-dire alimenter les humains avant les voitures ! [3] La prise de conscience n'est donc pas encore pleine et entière. Lors d'un colloque récent, des instituts de sondage faisaient remarquer qu'il y avait eu dans l'opinion publique européenne un pic de prise de conscience écologiste entre 1988 et 1992, entre Tchernobyl et Rio, puis un effondrement, avant une progressive remontée depuis les grandes tempêtes de 1999, la canicule de l'été 2003, les rapports du GIEC, le rapport Stern et le film d'Al Gore. Mais nous n'en serions fin 2007 qu'à la moitié seulement du niveau de 1990-1992.

La deuxième difficulté pour l'élu écologiste est de passer de la mauvaise à la bonne nouvelle. A l'époque de l'empire romain, les esclaves comme les citoyens savaient tous qu'ils allaient mourir ; les Chrétiens n'avaient donc pas à le leur annoncer. Les écologistes sont dans une situation beaucoup plus compliquée du point de vue tactique : ils doivent prouver la mauvaise nouvelle avant d'annoncer la bonne. Ils apparaissent souvent comme des Philippulus dans *Tintin et l'étoile mystérieuse* ! Certes, on trouvait aux premiers siècles des Chrétiens qui annonçaient la fin du monde et appelaient à se repentir. Mais nous, écologistes, avons fait certainement grand tort à la bonne nouvelle en insistant peut-être trop longuement sur les périls. Nous n'avons pas toujours été capables de régler l'ajustement entre « la maison flambe et nous regardons ailleurs » et « nous savons comment éteindre l'incendie ». Poursuivons encore l'analogie avec les Chrétiens des premiers siècles : ils se sont dotés d'une Eglise pour annoncer le Royaume de Dieu, mais très rapidement, l'Eglise a servi surtout à annoncer l'Eglise ! Le problème est un peu le même pour nous écologistes. Certes, il faut des politiques écologistes publiques, et pour cela, un parti est nécessaire. Du coup, les Verts sont obnubilés par la participation à un gouvernement. Ce faisant, ils finissent par oublier la raison d'être d'un parti : bâtir et promouvoir des politiques de salut écologique.

Le développement soutenable, une âme nouvelle pour l'Europe

Comment passer de la prise de conscience et de l'annonce de la bonne nouvelle aux actions concrètes, aux politiques publiques et au changement individuel ? Prenons l'exemple de l'énergie : ce n'est pas en créant de nouvelles sources d'énergie, mais d'abord en économisant drastiquement celles que nous avons déjà, que nous nous allons nous en sortir. Chacun doit agir individuellement, mais l'Etat et les collectivités publiques doivent en même temps offrir des moyens de transport collectif, des sources d'énergie renouvelables, etc. Dans le cas du christianisme peut-être, chacun peut penser qu'en changeant sa vie, il pourra accéder à la vie éternelle. Mais dans le cas de l'écologie, c'est impensable. Si un individu seul change sa vie, cela ne fait qu'un six milliardième de la planète qui change, c'est-à-dire quasiment zéro du point de vue du développement soutenable. Cela ne paraît donc pas la peine de s'y mettre. Pourquoi changerai-je si les autres ne changent pas ? On rejoint là les réflexions du philosophe Antonio Gramsci sur l'hégémonie culturelle ou du sociologue Mancur Olson sur le "paradoxe du passager clandestin".

Pour contrer ce phénomène bien connu, les médias, les relais d'opinion comme ici les Semaines sociales [4], et surtout les élus doivent donner le "la". Leur rôle est de dire à chacun et à chaque niveau - individu, entreprise, ville, pays, continent - que cela vaut la peine de s'y mettre. Le rôle du politique tout particulièrement est d'expliquer que nous allons tous nous y mettre le plus vite possible ; parce que l'Etat va développer des politiques publiques pour permettre d'énormes économies d'énergie, pour augmenter considérablement l'efficacité énergétique de nos équipements ; enfin, parce que ceux qui n'entreront pas dans les exigences du développement soutenable vont prochainement être sanctionnés et leurs pratiques nocives interdites. Autrement dit, les politiques publiques doivent commencer par récompenser la vertu, avant de sanctionner le vice afin de l'entraver.

Revenons à notre analogie avec l'Antiquité tardive. En changeant de religion, Constantin lui-même a dû affronter tous ceux qui étaient liés à l'ancien régime mais ce faisant a permis à l'Empire 1000 ans de sursis en Orient. Je suis convaincu que l'Etat et en particulier l'Union européenne peuvent aujourd'hui se légitimer essentiellement par leur lutte pour le développement soutenable. L'âme de l'Europe ne peut plus se fonder à l'avenir sur le seul mérite d'éviter la Guerre. J'appartiens à cette génération devenue viscéralement européenne pour ne pas recommencer les guerres, mais ce discours ne suffit plus pour les jeunes d'aujourd'hui. Il faut dire que nous avons besoin de l'Europe pour sauver la planète, pour promouvoir un développement soutenable, pour lutter contre une société déchirée, pour bâtir un avenir plus acceptable pour l'humanité. C'est cela qui va nous permettre de poursuivre l'édification de l'Europe : un contenu et une âme.

Bien sûr, aujourd'hui comme au temps de Constantin, l'inertie culturelle n'est pas seule à s'opposer aux nouvelles idées ; il y a les lobbies privés - « le monde de l'entreprise ». On arrive là au débat piégé "croissance versus décroissance". Cela m'a toujours agacé de poser les termes du débat de cette façon. Déjà quand j'étais étudiant, nos professeurs nous expliquaient qu'il ne fallait pas parler de croissance mais de développement, c'est-à-dire de qualitatif et non de quantitatif. Pour le débat croissance/décroissance, c'est la même idée : il faut faire décroître certaines choses et en faire croître d'autres. Je suis favorable à la décroissance du gaz carbonique et la croissance des transports en commun. Je suis pour la décroissance du temps contraint et pour la croissance du temps libre. Il est clair que nous devons faire une révolution, un "retournement", dans nos modes de vie et nos modes de production. C'est-à-dire qu'il aura des domaines en croissance et d'autres en décroissance.

L'Etat et l'Europe doivent donner le "la", annoncer : « N'ayez pas peur : voilà ce que nous allons faire décroître, voilà ce que nous allons faire croître ». Les entreprises privées peuvent alors avoir deux attitudes. Certes, toutes sont toujours dérangées dans un premier temps par les changements. Mais une fois qu'il est clair que telle règle va être obligatoire pour tous à tel horizon, elles savent s'adapter. C'est à cela que servent les normes : empêcher que les entreprises puissent dire « je ne le fais pas parce que les autres ne le feront pas ». Nous avons par exemple voté récemment à Strasbourg une loi sur la protection des sols pour toute l'Europe - ce qui inclut la Guadeloupe et la Martinique, ravagée aujourd'hui par un produit chimique que la France a laissé épandre pour lutter contre le charançon des bananes. Certains ont dit alors que la défense des sols n'était pas de la compétence de l'Europe. Je crois au contraire que nous avons besoin de normes au moins européennes, et demain universelles, pour empêcher que les entreprises entrent en concurrence entre elles par la différence des règles selon les régions. C'est cela selon moi la concurrence non faussée : [des règles les mêmes pour tous](#).

Il y a en revanche deux points sur lesquels les entreprises peuvent se retrouver vraiment en opposition avec les objectifs du développement durable. Pour elles en effet, polluer et dépolluer, c'est toujours faire du chiffre d'affaire. Pour un écologiste, la priorité est d'abord de ne pas polluer. Le Parlement européen a connu récemment des débats houleux sur l'intégration de l'aviation au système européen des quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Les compagnies aériennes nous disaient qu'elles allaient planter des arbres ou racheter des quotas à l'industrie cimentière. Or les cimentiers ont déjà besoin de reconstruire pratiquement toute l'Europe de l'Est - et aujourd'hui déjà 50 % du prix du ciment est affecté à l'achat du quota correspondant de gaz carbonique. N'invertissons pas les priorités : abritons d'abord les populations les plus démunies, ensuite nous circulerons en avion. Les aviateurs doivent rechercher des solutions techniques pour moins produire de gaz à effet de serre plutôt que de songer seulement à racheter des quotas.

On rejoint là un sujet essentiel : on ne fera pas le développement durable sans les pauvres mais pour eux. C'est bien la définition de l'ONU : le développement soutenable, c'est satisfaire les besoins des plus démunis pour aujourd'hui et pour demain. Les plus démunis ne pourront jamais apporter leur soutien à la bataille pour le développement soutenable si on leur demande encore plus de sacrifices. Et comme ils sont infiniment plus nombreux que les riches, on ne pourra sauver la planète sans un nouveau partage entre tous. Cette idée va à contre-courant de la tendance à laquelle on assiste depuis 30 ans : la plus formidable concentration de richesses au profit de quelques-uns que l'on ait jamais connu. Mais c'est un sujet que vous Chrétiens connaissez encore mieux que les écologistes. Ne

savons-nous pas tous qu' « il sera plus difficile pour un riche d'entrer dans le développement soutenable que pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille » ?

Débats [5]

François Ernenwein : La question principale que chacun se pose n'est-elle pas l'articulation du développement durable et du développement économique ? Dans un grand nombre d'entreprises, les normes et exigences nouvelles, qu'elles proviennent du Grenelle, de l'Union Européenne ou des enquêtes publiques de développement urbain, ne sont pas accueillies très positivement. Comment les élus peuvent-ils influencer, vaincre les résistances ? Quel dialogue peut-on nouer dans ce domaine ?

Alain Juppé : Sur le débat croissance / décroissance, je rejoins les propos d'Alain Lipietz : oui à la décroissance des gaspillages et des consommations excessives d'énergie non renouvelable, mais oui à la croissance d'autres biens et services indispensables. La bataille sémantique dans ce domaine n'a pas beaucoup d'intérêt.

Du côté des entreprises, l'action par la norme est nécessaire. Mais je crois plus encore à la pression du consommateur. Si les entreprises évoluent, c'est d'abord parce qu'elles ont le sentiment que le consommateur final leur demande autre chose que ce à quoi elles sont habituées. C'est vrai dans de nombreux secteurs. On le voit aujourd'hui dans l'alimentation. Les consommateurs ont des exigences accrues : qualité, respect de normes, proximité, équité commerciale. La consommation des produits labellisés bio ou équitables augmente de 15 à 20% par an. Les comportements changent. En Chine même, les responsables de Carrefour ont en projet l'ouverture d'un « Green Carrefour » : là-bas aussi la prise de conscience et la pression des consommateurs existent.

J'adhère également à l'idée de faire de l'Europe le champion d'une stratégie globale de développement durable. Mais j'y mets un bémol : l'Europe n'est pas seule au monde. Dans les documents de la commission sur la politique énergétique, trois objectifs sont relevés : faire de l'Union un espace sûr, compétitif et durable. Le mot compétitif a aussi son rôle et sa place : oui pour nous imposer à nous-mêmes un certain nombre de normes ; mais comment ensuite les généraliser à l'ensemble de la planète de façon que notre compétitivité n'en soit pas durablement affligée ?

Alain Lipietz : La compétitivité est évidemment le problème le plus difficile à relever. Mais il ne faut pas l'exagérer. Rappelons que l'Europe est formidablement auto-centrée. Il n'y a aucun espace dans l'histoire du capitalisme depuis Venise qui l'ait autant été que l'Europe actuelle : 80 % du travail que l'on consomme dans une vie a été produit dans un rayon de 20 kilomètres autour de chez soi ; 90 % des marchandises produites par l'espace économique européen est consommé dans le même espace. Presque tout ce que nous produisons et consommons est donc consommé et produit en Europe. Bien sûr, de plus en plus de produits viennent de Chine. Mais si nous le voulons, il y a déjà beaucoup à faire sur ces 80 % du travail produit autour de chez nous et ces 90 % de produits consommés en provenance de l'Europe. Nous n'avons aucune excuse. Lorsque, devant la crise de l'Organisation Mondiale du Commerce, nous passons des accords d'association bilatéraux avec d'autres pays, comme le font les Etats-Unis, rien ne nous empêche d'imposer des normes écologiques. Or nous ne le faisons pas. L'Europe est trop souvent en dessous de ce qu'elle pourrait faire, alors qu'elle est sans doute la plus grande puissance économique du monde.

Bien sûr, il faut aussi agir au niveau mondial. Par exemple en demandant la création d'une autorité de l'environnement, type Organisation Mondiale de l'environnement, plus forte que l'OMC, comme le font les présidences successives françaises. Autre exemple : nous allons voter au Parlement européen un rapport adopté en commission du commerce international qui annonce qu'à partir de janvier 2013, c'est-à-dire à partir de Kyoto 2, que cela ne plaise ou pas, l'Europe ira vers les -20 % à -30 % de production des gaz à effet de serre. Un système de

taxes à l'entrée de l'Union européenne sera mis en place, au moins pour le ciment, dont plus de la moitié du prix est du quota de gaz à effet de serre. Le parlement européen a également voté cet automne l'entrée de l'aviation dans le système des quotas de gaz à effet de serre. Tous les avions qui atterriront ou décolleront d'Europe quelle que soit leur origine continentale, auront droit à un certain quota annuel d'émission de CO₂. Mais la presse en a très peu parlé ; pourtant l'enjeu est de taille. Pour preuve : les gouvernements européens ont reçu une lettre co-signée de l'ambassade des Etats-Unis et de Chine nous sommant de ne pas voter cette mesure, qui ne fait pas de distinction entre les nationalités des avions, sous peine de rétorsion. Cette lettre a bien évidemment joué de façon contre-productive tant les députés même les plus productivistes ont été agacés.

- On le voit ici aux Semaines sociales ou lors du Grenelle de l'environnement, la prise de conscience augmente, mais l'ampleur des mesures est-elle vraiment à la hauteur des enjeux ? Comment évaluez-vous le degré de mobilisation des décideurs sur ce défi du développement durable et de la protection de l'environnement ?

Alain Juppé : Je l'évalue avec réalisme. C'est bien de se fixer des normes - on peut toujours considérer qu'elles ne sont pas suffisantes - mais c'est mieux de faire en sorte qu'elles soient respectées. Or aujourd'hui, c'est loin d'être le cas. Les objectifs du Protocole de Kyoto 1 ne sont pas tenus. Je n'évaluerai donc pas ici les résultats du Grenelle sur l'ambition de ses objectifs, mais par la vérification qu'ils seront effectivement tenus. Exemple : la fiscalité sur la taxe carbone. Le Grenelle en a donné le principe ; on peut faire confiance à Bercy pour le vider de sa substance ! J'en parle en connaissance de cause. Il va donc falloir être extrêmement vigilant et tenace sur ce sujet. Je retiens cependant dès maintenant un trait extrêmement positif du Grenelle de l'environnement : c'est la méthode de préparation.

Au niveau international, je constate que dans le combat pour une OME ou ONUUE - combat pour lequel je me suis engagé avec l'ancien président de la République - n'avance guère. Jacques Chirac avait convoqué en février 2007 à Paris une Conférence intitulée « Citoyens de la terre ». Des personnalités de haut rang se sont déplacées. Des déclarations vigoureuses et ambitieuses ont été faites pour souligner le besoin qu'a le monde d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, véritable centre d'expertise et de normes. On dénombre en effet aujourd'hui des dizaines, voire des centaines d'accords internationaux qui portent sur l'environnement ; des organisations diverses et variées qui s'en occupent, mais pas de véritable gouvernance mondiale sur le sujet. Au terme de cette conférence, nous avons constitué un groupe des amis de l'OUUE qui regroupe une cinquantaine de pays : les pays européens, des pays francophones d'Afrique et quelques autres. Nous nous sommes réunis à nouveau au printemps 2007 à Agadir pour ne pas perdre le momentum. Mais rien ne bouge : les Etats-Unis et la Chine sont hostiles à cette idée, et bien des pays européens qui nous avaient soutenu le font aujourd'hui comme la corde soutient le pendu ! Dans ce combat, l'Europe doit être capable d'exprimer elle-même une vraie volonté et une vraie cohérence. Puis elle doit se trouver des alliés pour essayer de faire avancer les choses.

Alain Lipietz : Il y a une énorme distance entre les conventions internationales et les normes édictées par l'Europe ; entre les normes européennes et leur transposition en droit français ; entre le droit français et la réalité sur le terrain. En bout de chaîne, le premier magistrat du territoire, c'est le maire. Et je rends ici hommage à Alain Juppé pour son courage lorsqu'il a lancé les travaux du tramway à Bordeaux.

Le paradoxe de l'écologie est que l'on ne peut passer à l'action que lorsqu'une partie déjà de l'opinion est convaincue - « les vertueux », au fondement de la démocratie dont parle Montesquieu. Mais ces « vertueux » ne feront jamais que 60 % maximum ; lorsqu'il y en a 51 %, c'est déjà bien. Ensuite, il faut que la politique soit assez rapide pour que les « non-vertueux » puissent se rallier. Tous les maires connaissent ces personnes qui disent : « Moi, j'ai été contre le tramway ? Mais j'ai toujours été parmi ses plus chauds partisans... ». Cela demande d'aller vite pour réussir. Le problème principal aujourd'hui est la très grande insuffisance de la coordination des actions qu'implique le combat actuel contre la crise écologique.

Quand je dis que l'âme de l'Europe aujourd'hui doit être le développement soutenable, je pense aussi que l'Europe doit être son bras armé. Nous parlons de plus en plus de la taxe carbone : certains se demandent si cela vaut la peine de l'instaurer alors que le prix du pétrole atteint des sommets. Je suis de ceux qui pensent que si on l'avait mise en place en 1992, le prix du pétrole au puits serait aujourd'hui beaucoup plus bas, et l'essence à la pompe à peu près au même niveau d'aujourd'hui. L'argent serait alors dans nos caisses et non dans celles des pays producteurs ou des spéculateurs, et nous pourrions financer des politiques sociales avec. Je crois que l'Europe aujourd'hui n'a pas les moyens de coordonner une taxe carbone parce que la fiscalité des carburants reste de compétence nationale - et la France est de celles qui se bat le plus pour garder cette compétence nationale. Actuellement, un camion qui débarque de Grande-Bretagne fait d'abord un crochet en Belgique pour faire son plein de carburant moins cher, avant de traverser toute la France pour aller livrer son chargement en Italie. C'est grotesque. Nous devons instaurer une fiscalité commune, si ce n'est du carbone, d'abord des carburants. Pour cela, il faut que la loi de la majorité puisse s'appliquer. Nous avons donc besoin non seulement du traité modificatif européen, mais de voter très vite un premier amendement pour décider que les questions de fiscalité écologique relèveront désormais de décisions à la majorité et non à l'unanimité. Sans cela, le problème du passager clandestin ne trouvera pas de solution. Le pays qui incitera les autres à venir chez lui pour acheter de l'essence moins chère ou pour polluer à sa guise empêchera toute politique européenne réelle sur ces questions. Pour lutter contre cela, il faut que chaque citoyen se sente mobilisé, prenne ses responsabilités chez lui, le fasse savoir et accepte de mettre sa souveraineté en commun avec tous les peuples européens pour que tous ensemble nous allions vers le développement soutenable.

- Les participants de cette session oscillent entre enthousiasme et scepticisme. Ils perçoivent bien les tensions très fortes en jeu autour du développement durable. Certains se demandent si les politiques, souvent à la remorque de l'opinion publique, ne cherchent pas à les résoudre simplement en fixant des objectifs, mais en repoussant à plus tard ceux dont on sait dès maintenant qu'on ne les atteindra pas ? Par ailleurs, plusieurs s'inquiètent des coûts. Le budget de la France est en déficit de plus ou moins 20 % depuis 30 ans. Ne faudrait-il pas d'abord un budget durable ?

Alain Lipietz : Les batailles que l'on perd sûrement sont celles que l'on n'engage pas. Si on commence à dire qu'on n'y arrivera pas et à se donner cette excuse pour ne pas commencer, il est certain qu'on n'y arrivera pas. On entend aussi souvent dire « l'écologie va coûter cher et va supprimer des emplois ». En tant qu'économiste, cette réflexion m'agace par sa contradiction : si les mesures à prendre coûtent cher, c'est qu'elles vont demander plus de travail, donc plus de création d'emplois. Et si l'on économise l'énergie, de l'argent sera dégagé qui pourra être consacré à autre chose et faire travailler d'autres personnes. Quant au budget, le nouveau président a décidé de redistribuer 15 milliards d'euros par aux plus riches d'entre-nous, après avoir négocié avec l'Europe que cela pouvait entrer dans les critères de Maastricht... Donc de l'argent public il y en a.

Alain Juppé : S'il y a une valeur partagée en France, c'est bien le scepticisme à l'égard des politiques, donnée constante et qui a peu de chances d'évoluer. C'est peut-être en grande partie justifié, mais pas totalement. Il se passe des choses malgré tout. Les politiques arrivent à obtenir un certain nombre de résultats. Au niveau planétaire même, considérons ce qui s'est passé avec la couche d'ozone depuis la décision de la communauté internationale en 1987 à Montréal. De façon plus modeste au niveau local, la politique de transport des villes a permis de diminuer la circulation automobile. Je suis aussi impressionné par exemple par ce qu'ont fait les jardiniers de la ville à Bordeaux. Par le choix des espèces, par la modification des méthodes de culture, on arrive à diminuer la consommation d'eau dans des proportions très importantes. Il faut donc lutter contre ce scepticisme. Des choses très concrètes et accessibles sont possibles sans attendre. Il y avait une phrase très à la mode dans le parti auquel j'appartiens : « là où il y a une volonté, il y a un chemin ».

Sur les priorités budgétaires, je considère effectivement que le seul budget durable est un budget en équilibre. Ensuite, il y a des arbitrages à faire. Je ne crois pas que la France puisse supporter une fiscalité additionnelle, mais je suis favorable à une redistribution vers une fiscalité environnementale, et notamment la fameuse taxe carbone. Il y

a là un pari à relever.

Quel bilan tirez-vous finalement du Grenelle ? Vous paraît-il avoir déclencher une dynamique dans la société civile et le monde politique ?

Alain Lipietz : J'ai regretté pour ma part qu'Alain Juppé n'ai finalement pas conduit ce Grenelle. Je le connais : j'ai appris à apprécier son dynamisme. Un Grenelle, c'est forcément discuter entre personnes qui ne sont à priori pas d'accord. Le Grenelle de 68 n'a pas été un aimable échange de vues entre gens de bonne compagnie. Ce fut un accord au bord du gouffre, dans un contexte de grève, entre personnes qui se détestaient. Au stade actuel, le Grenelle de l'environnement me paraît avoir été un aimable échange de vue. La vraie "conversion écologique" commence à peine. Cette session des Semaines sociales en fait en quelque sorte partie : chacun va-t-il rentrer chez lieu convaincu qu'il faut au moins déjà mettre en oeuvre ce que l'Europe nous demande dans ce domaine. Car rappelons que la plupart des résultats du Grenelle sont simplement un alignement de la France sur la législation européenne. Ce serait déjà une révolution que de le faire ! La France est la lanterne rouge, avec quasiment 20 ans de retard dans tous les domaines. Je compte sur vous aussi, « sel de la terre », pour que la dynamique du Grenelle s'enclenche !

Alain Juppé : Je ne pense pas que le Grenelle ait été une réunion de gens de bonne compagnie, comme le dit Alain Lipietz. Mettre autour de la table certaines ONG et associations très engagées et la FNSEA n'était pas une partie de plaisir. Ce n'était pas des personnes qui avaient de la sympathie les unes envers les autres a priori. Et je crois qu'il y a eu de véritables discussions, concertations et négociations. C'est vrai que nous nous sommes alignés sur les décisions européennes sur certains sujets. Mais notons qu'il arrive aussi que la France soit parfois en avance sur l'Europe : par exemple dans les transports à grande vitesse. Enfin, il y a eu des décisions prises au Grenelle, et pas seulement un catalogue de bonnes intentions. J'en cite une vis à vis de laquelle je suis très vigilant : le gouvernement a décidé de changer de cap par rapport à ses prédécesseurs qui avaient supprimé les subventions de l'Etat aux transports en site propre des collectivités locales.

Le Grenelle a le mérite d'exister mais s'il n'y a pas une pression de l'opinion publique, des corps intermédiaires et des élus particulièrement engagés dans ce combat, il y a de fortes chances que le ruisseau ne se perde dans le fleuve.

- La comparaison entre les Verts et les Chrétiens a intéressé et amusé les participants. L'un d'entre-eux adresse une remarque à Alain Lipietz pour souligner que chez les chrétiens le Salut n'est pas qu'individuel, il est aussi collectif. Une autre demande : le parti Vert croit-il qu'il est l'écu, le seul messie ? Ne pensez-vous pas que l'écologie devrait être universelle, comme l'est l'Évangile et l'Église ?

Alain Juppé : J'ai été intéressé moi aussi par la comparaison entre la diffusion du christianisme et la vague environnementale actuelle. Ce qui me rassure, c'est que nous sommes un peu plus civilisés qu'il y a 2000 ans et que les leaders verts ne risquent pas le martyr ! En tout cas pas physiquement !

Alain Lipietz : Juifs et Chrétiens souhaitent le salut collectif, mais la famille de Loth est bien obligée de faire son salut individuel... ce qui est écologiquement impossible. Ensuite, qu'il y ait plusieurs églises dans la maison du Père, j'en suis persuadé, tout comme qu'il puisse y avoir des écologistes aussi à l'UMP. En revanche, les petits paysans colombiens, et bien des prêtres parmi eux, assassinés par des paramilitaires qui s'emparent de leurs terres pour installer des plantations de palmier à huile afin de faire rouler nos voitures, sont bien des martyrs de la lutte pour le développement soutenable. Il ne faut pas croire que cela n'existe plus.

[1] En 1992 lors du Sommet pour la terre de Rio, 173 pays ont adopté le programme Action 21 ou Agenda 21 dans les pays francophones. C'est une déclaration qui fixe un programme d'actions pour le XXI^e siècle dans des domaines très diversifiés afin de s'orienter vers un développement durable de la planète. Ainsi, Action 21 énumère quelques 2500 recommandations concernant les problématiques liées à la santé, au logement, à la pollution de l'air, à la gestion des mers, des forêts et des montagnes, à la désertification, à la gestion des ressources en eau et de l'assainissement, à la gestion de l'agriculture, à la gestion des déchets. Aujourd'hui, le programme Action 21 reste la référence pour la mise en oeuvre du développement durable au niveau des territoires. Dans le cadre du chapitre 28 de cet Agenda 21, les collectivités territoriales sont invitées, en s'appuyant sur les partenaires locaux que sont les entreprises, les habitants et les associations, à mettre en place un Agenda 21 à leur échelle, appelé Agenda 21 local.

[2] Le Plan B Pour un pacte écologique mondial - Traduction française de Plan B 2.0 préface de Nicolas Hulot (2007)

[3] Voir "[La querelle des agrocarburants](#)", et "[Du soja et de quelques autres plantes « agro-industrielles »](#)".

[4] Sur le dialogue entre écologistes et chrétiens, voir "[Quand le rapport de l'homme à la nature change de nature](#)".

[5] La séance était présidée par François Villeroy de Galhau, membre du Conseil des Semaines Sociales de France. Le débat était animé par François Ernenwein, rédacteur en chef de La Croix. A la table des questions, Bertrand Badré, Luc Champagne, François Exk et Alban Sartori, ont relayé les questions des participants.